

VA
**EXTRAIT DU REGISTRE DES
 DELIBERATIONS DU COMITE
 SYNDICAL DU 1^{er} JUILLET 2019**

DELEGUES :	
Nombre	83
Quorum	42
Présents	49
Pouvoirs	10
Votants	53
Abstentions	0
Suffrages exprimés	53
Majorité requise	28
Pour	53
Contre	0

Envoyé en préfecture le 16/07/2019

Reçu en préfecture le 16/07/2019

Affiché le 83
 ID : 007-250700267-20190701-2019CS070023-DE

OBJET : 4.1. RÈGLEMENTS DE SERVICE – ADAPTATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE « EAU POTABLE »

L'an deux mille dix-neuf, le premier du mois de juillet, à dix-sept heures trente, les membres du COMITÉ SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. - , se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIÈRE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / FERRIER Dominique (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias-Castellau) / FAUGIER Christian (Chandolas) / Mme MOUTERDE Hélène et SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / PASCAL Jean (Faugères) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / ORIVES Éric et Mme DEBARD Annie (Lalevade d'Ardèche) / LACROIX Bernard (Largentières) / BRUN Marc (Meyras) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / CAMPO Hervé (Rocles) / DEVANCIARD Gilles et SERRE Michel (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / MERINE Philippe (St Privat) / DUGAS Laurent (Tauriers) / PERRIER Bernard (Uzer) / SAUBIN Philippe (Vals-Les-Bains) / MANENT Pierre (Vinezac) /	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : MM. FALLOT Joseph, BACCONNIER Jean-Claude et MAUDUIT Jean-Yvon SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le S.I.A.E. « St-Etienne-de-Fontbellon/St-Sernin » : M. DURIEU Jean-Marie SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : MM. MAUDUIT Jean-Yvon et BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / GARRIDO Jean-Manuel et BALMELLE Robert (CDC Le Pays des Vans en Cévennes) / CIVIER Stéphane (CDC Bassin d'Aubenas)
--	--

Titulaires ayant donné procuration :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. PONTIER Jean-Yves (Labégude) à M. CIVIER Stéphane (Aubenas) M. CLADT Bernard (Labégude) à M. GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) M. LEGENDRE Yves (Laurac-en-Vivaraïs) à M. PASCAL Jean (Faugères) M. CUTTIER Jean-François (Prunet) à M. GILLES DEVANCIARD (St-Alban-Auriolles) M. MEISS Bernard (St Andéol-de-Vals) à M. Philippe SAUBIN (Vals-les-Bains) M. OZIL Raymond (Sampzon) à M. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) M. LACROTTE Robert (Vals-les-B.) à M. MERINE Philippe (St Privat) M. GRASSET Guillaume (Vinezac) à M. MANENT Pierre (Vinezac)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) à M. FAUGIER Christian (Chandolas) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : M. AUDIGIER Christian à M. FALLOT Joseph
---	---

Titulaires excusés :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. RAMANMALI Angelin (Montréal) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) /	SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : Mme Geneviève CHASTAGNIER (CDC Pays Beaume-Drobie) / M. LACROTTE Robert (CDC Bassin d'Aubenas) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC : MM. MARRON Jacques et UGHETTO René
--	--

Titulaires absents :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / ELADIE Farid (Grospierrres) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aub.) / Mme AMET Maryse (Largentières) / RISSE Michel (Malbosco) / VEYRENC Yves (Pont de Lab.) / M. ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / M. CHARRIÈRE Jacques, PERBOST Serge et Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / ROURISOL Denis (St Privat) / AVIAS Cyrille-Christophe, SOUTEYRAND Marc et Mme CHARROUD Annie (Ucel) / EL FARKH Marie (Vals-les-B.) / M. VEYRENC Éric (Vernon) /	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : MM. GIBERT Alain (CDC Pays Beaume-Drobie) / GINEVRA Stéphane (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) / Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) / M. DIVOL Max et BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC : M. CHAULET Edouard
--	--

Suppléants présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. FARGIER Gérard (Saint-Pierre-de-Colombier) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac)	SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : MM. AUDIBERT François (CDC Pays Beaume-Drobie) / MANENT Pierre (CDC Bassin d'Aubenas)
--	--

Le secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

OBJET : 4.1. RÈGLEMENTS DE SERVICE – ADAPTATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE D'EAU POTABLE »

Le 4 juillet 2018, le comité syndical a adopté un nouveau règlement de service d'eau potable.

Après une année de mise en œuvre, et également pour prendre en compte les recommandations du médiateur de l'eau, quelques adaptations sont proposées.

L'article relatif aux données personnelles est à renforcer (article 4).

De plus, il est proposé d'apporter des précisions dans :

- L'article 10 : Service public de DECI ;
- L'article 17 : Résiliation-réouverture des branchements ;
- L'article 21 : Vérification-accès-mode de relève ;
- L'article 29 : Frais réels répercutés à l'utilisateur ;
- L'article 30 : Dégrèvement.

Le conseil d'exploitation des régies a été saisi de ces propositions de modifications et a émis un avis favorable. La commission consultative des services publics locaux en a également été saisie et a fait deux autres propositions d'ajouts à l'article 21-3 et au chapitre VII – Paiements.

L'ensemble des adaptations proposées sont jointes en annexe.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** les adaptations proposées au règlement de service d'eau potable.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

Adaptations du règlement de service Eau Potable (CS du 1^{er} juillet 2019)

MODIFICATION COMMUNE AUX TROIS RÈGLEMENTS :

DROITS D'ACCÈS AUX DONNÉES PERSONNELLES (article 4 dans les règlements eau potable et assainissement collectif et article 26 dans le règlement du SPANC) :

[...] Le service [...] doit procéder à la rectification des erreurs qui lui sont signalées par les usagers concernés. La durée de conservation des données correspond à la durée de l'abonnement de l'utilisateur à laquelle s'ajoute la durée d'utilité administrative prévue au tableau de gestion de la collectivité. Les données nécessaires à l'exécution du service sont traitées et conservées en France.

Le service public a désigné un Délégué à la Protection des données auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour garantir le droit des personnes en la matière (SMI Inforoutes- 13 avenue des Cévennes- 07320 SAINT-AGRÈVE). [...]

ADAPTATIONS DU RÈGLEMENT DE SERVICE EAU POTABLE :

Article 10 : Service public de DECI (défense extérieure contre l'incendie) :

[...] Le service pourra aussi être amené à demander aux entreprises intervenant sur les ouvrages de DECI (contrôles d'hydrants notamment) une indemnisation des interventions occasionnées sur le réseau public.

Article 17 : Résiliation- Réouverture des branchements

[...] Si le service déclare le branchement non réutilisable, la souscription d'un nouvel abonnement impose une nouvelle demande de branchement dans les conditions prévues à l'article 6. Dans ce cas, les frais de vérification ne sont pas facturés.

Si une mise en conformité s'avère nécessaire, elle est réalisée à cette occasion aux frais du demandeur.

Article 21 : Vérification-accès- mode de relève

Article 21-3 : Fermeture temporaire

L'abonné peut demander la fermeture temporaire de son branchement, les frais correspondants de suspension temporaire de celui-ci sont à sa charge. Pour la réouverture, un délai de prévenance de 24 heures minimum est requis. La suspension temporaire de l'alimentation de manière temporaire suspend, de manière temporaire, interrompt le paiement de la redevance annuelle d'abonnement, tant que ce dernier n'a pas été résilié. Toutefois la durée de la suspension temporaire ne peut excéder un an. Au-delà, le branchement est réouvert à l'initiative du service et la redevance rétablie. Des frais d'intervention sont facturés.

Article 21-5 : Compteur bloqué

Lorsqu'un compteur est détecté comme bloqué, la facturation se fait sur la base d'une estimation. Celle-ci se base sur la moyenne des trois dernières années. En l'absence d'historique, 120 m3 de consommation sont facturés par année, y compris l'abonnement.

Article 29 : Frais réels répercutés à l'utilisateur

Sont également répercutés **le cas échéant** sur l'utilisateur les frais réels liés à :

- Le déplacement d'un agent (article 3) ;
- L'accès au réseau (article 5 et 7) ;
- L'extension du réseau (article 15) ;
- La résiliation du branchement et dépose du compteur (article 17) ;
- la modification d'un branchement individuel (articles ~~15~~ et 17) ;
- la vérification de la qualité du branchement (article 17) ;
- Le cas échéant, le remplacement des systèmes de comptage (article 20) ;
- La fermeture du branchement à la suite d'une infraction commise par l'utilisateur **et les frais de réouverture en découlant** (article 39) ;
- ~~- La fermeture consécutive à une impossibilité répétée de relevé du compteur (article 20-2) ;~~
- ~~- La réouverture du branchement à la suite d'une fermeture pour les causes susmentionnées ;~~
- Les frais de pose d'un compteur neuf (article 20) ;
- Les frais d'étalonnage de compteur par un organisme agréé (article 21-1) ;
- Les frais de suspension temporaire (article 21-3) ;
- Les frais liés au contrôle d'une ressource alternative (article 25).

Article 30 : Dégrèvement

~~[...] Seuls les titulaires d'abonnements pour un local d'habitation ont droit autres que pour usages domestiques de l'eau (industriels, agriculteurs) n'ont pas droit au dégrèvement.~~ Les dispositions issues de la loi susmentionnée, dite loi « Warsmann », visent uniquement les locaux d'habitation. Elles sont étendues aux biens non assurables des Collectivités Locales (délibération du comité syndical du 8 décembre 2014).

CHAPITRE VII -PAIEMENTS :

En cas de modification tarifaire ou si le service n'est pas rendu sur une période complète, la facturation est établie au prorata temporis (étant précisé que la référence d'une année complète est 365 jours).